

Productivisme, nucléaire, relations avec ses alliés communistes : « Terra eco » a interrogé tous azimuts le candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle.

Si vous êtes élu, quelle première mesure en faveur de l'écologie prendrez-vous ?

Pour marquer les esprits, je lancerai un référendum sur la sortie du nucléaire. Cela déclenchera un mouvement d'éducation populaire, un débat argumenté. Sur des sujets comme cela, on ne peut pas en rester au péremptoire.

N'est-ce pas une manière de botter en touche sur une question qui divise le Front de gauche ?

C'est vrai que c'était une réelle difficulté entre nous. Personne ne voulait rien céder. Même dans nos partis : une minorité dans le Parti de gauche n'est pas d'accord sur l'urgence de la sortie du nucléaire et une minorité au Parti communiste n'est pas favorable au nucléaire, même sécurisé et public. Pour autant, le référendum n'est pas une solution au rabais. Ce sera une grande première, il n'y a jamais eu de débat public sur le nucléaire en France. J'attends beaucoup de cette pédagogie collective. C'est plus prometteur que d'en rester à des certitudes dogmatiques et d'exiger des autres qu'ils renoncent.

Quand éteignez-vous la lumière dans la dernière centrale ?

Si le référendum le décide, je me cale sur le scénario Négawatt (voir page 14) : 2033 pour l'étape-clé où l'on ferme la dernière centrale et 2050 pour le basculement presque total vers les énergies renouvelables.

Est-ce possible ? Avec quelles sources d'énergie ?

Une fois qu'on a tiré le maximum de la sobriété et de l'efficacité, je n'ai pas de doute sur la possibilité d'accéder à des sources d'énergie renouvelable en quantité suffisante. Mais il faut se mettre au travail. C'est un défi très excitant pour les ingénieurs, les techniciens et les jeunes chercheurs. Il y a au moins deux sources immenses qui sont immédiatement exploitables : la géothermie, dont je suis fan, et l'énergie de la mer.

Et l'énergie éolienne ?

Je trouve ça laid, les éoliennes. Et la beauté a son importance. Un beau paysage, je crois que cela a une fonction humaine.

Comment allez-vous garantir un prix de l'énergie abordable pour tous ?

Le coût de l'énergie doit être acquitté dans des conditions socialement justes et écologiquement responsables. Je suis pour des tarifs progressifs avec gratuité des premiers kilowatts. Je pense qu'il y a des biens auxquels il est d'intérêt général que tout le monde puisse accéder gratuitement. Je ne dis pas « autant que de besoin », car ce serait un encouragement à des consommations démesurées. L'accumulation est souvent une sorte de réflexe conditionné. D'ailleurs je suis pour faire payer plus cher les mésusages.

L'EPR, qu'en faites-vous ?

Au Parti de gauche, puisqu'ils veulent sortir du nucléaire, je ne vois pas ce qu'ils feraient de l'EPR. Mais son abandon ne figure pas dans le programme du Front de gauche. Son sort est donc suspendu au référendum.

Faut-il continuer les recherches sur les gaz de schiste ?

Non. La méthode de recherche présente les mêmes inconvénients que l'exploitation elle-même : propulsion énorme d'eau, recours à des produits chimiques. Ce qui menace tout autant les nappes phréatiques.

COUP DE GUEULE CONTRE LE NUCLÉAIRE

Posté le 17 octobre 2011 par Corinne Morel Darleux dans LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE, LE PROGRAMME PARTAGÉ, S'INFORMER

l'auteur : **Corinne Morel Darleux**

Secrétaire nationale du Parti de Gauche en charge du combat écologique, Corinne Morel Darleux porte ses engagements écologistes et altermondialistes dans différents lieux politiques et associatifs, notamment au sein du mouvement Utopia depuis 2005, et à la région Rhône Alpes depuis 2010.

Après le stress test de Greenpeace, les manipulations d'Europe Ecologie-Les Verts, le black out des médias sur la manifestation anti-nucléaire à Rennes et enfin les manoeuvres politiciennes du Parti socialiste en région Rhône-Alpes sur l'écologie, Corinne Morel Darleux est en colère.

Encore une semaine bien chargée... Mais c'est un tourbillon du style de ceux qui emmènent, et non de ceux qui clouent au sol. Oui il se passe bien des choses en ce moment, c'est épuisant, parfois rude, mais on avance et c'est aussi excitant de sentir ce frémissement se propager. Et d'autant plus rageant de le sentir freiné par des arguties politiciennes et autres tactiques médiatiques.

A la Région vendredi, nous avons failli réussir à voter un vœu commun Front de Gauche, PS et EELV sur le nucléaire. On avait même réussi à s'accorder sur cette phrase où la Région demandait à l'État de « s'engager sur le plan national dans une stratégie de transition énergétique permettant une sortie progressive du nucléaire, articulée à un plan volontariste d'économies d'énergie, la promotion de la sobriété et de l'efficacité dans tous les usages de l'énergie, un plan de développement des énergies renouvelables à la hauteur du potentiel prometteur de notre pays (filiales solaire, éolienne, biomasse, micro-hydraulique, hydrolienne).

En réunion avec les référents de chaque groupe, nous étions aussi tombés d'accord sur une formulation commune demandant que suite aux conclusions de l'audit demandé lors de notre vœu d'avril, le gouvernement impose la fermeture des réacteurs les plus vieux et les plus risqués. Mais les élu-e-s du groupe EELV ont choisi de rejeter cet amendement commun et de maintenir leur demande de fermeture immédiate du Bugey. Bon sang, mais alors à quoi servait de demander un audit ? Pourquoi l'avoir voté en Avril ? Et pourquoi le Bugey, et pas Tricastin ? Ah oui, c'est vrai, on était à la veille du rassemblement interrégional du 15 octobre au Bugey... Mais la politique n'est pas une affaire d'affichage, ni de communication !

A la Région, on a le devoir politique de faire bouger les lignes, et là on tenait une belle occasion de le faire. Mais non. Résultat, les élu-e-s du PS, avec un grand courage et un sens profond des responsabilités, ont déserté l'assemblée et au retour de la pause déjeuner, le PRG a encore une fois dénoncé le quorum. Fin de l'histoire, et adieu les vœux. J'étais folle de rage, je le suis encore. Des heures de discussions pour nous permettre d'avancer réellement vers la sortie du nucléaire, au delà des postures. Pour rien. Au groupe Front de Gauche on était la moitié des élu-e-s prêts à voter la fermeture du Bugey si EELV maintenait son vœu en l'état. On aurait pu être dix sur dix à voter un scénario de transition énergétique permettant la sortie du nucléaire. Mais les manoeuvres politiciennes ont dézingué tout ce boulot et la comm a pris le pas sur la politique.

Qu'on ne vienne plus me dire avec des trémolos dans la voix qu'EELV fait le boulot en essayant de tirer le PS sur cette question. J'ai testé la réceptivité des aparatchiks du PS sur cette question quand j'y défendais la motion Utopia pour le Congrès de Reims. J'ai à nouveau entendu les candidats aux primaires cet été au Pôle Ecolo du PS, consultant leurs fiches fébrilement pour ne pas dire d'âneries. J'ai lu les consignes de José Bové et de Pierre Radanne, d'EELV, pour inciter leurs militants à aller massivement voter Martine Aubry (au passage, ils ne négocient même pas avec Hollande, au risque de devoir reprendre à zéro avec celui ci, qui ne prône pas franchement la sortie du nucléaire). Mais franchement, que ce soit l'un ou l'autre ce soir, qu'est ce qui en sortira ? Au mieux, une fermeture symbolique : Fessenheim ? EPR ? Très bien, évidemment. Mais ce dont on a besoin d'urgence c'est d'une prise de conscience

profonde et massive, et d'une opinion publique qui fait pression sur les élus. Et ça, c'est pas par des négociations d'appareils qu'on y arrivera. Nous au Parti de Gauche on fait le boulot sur le terrain, au delà des convaincus, on va se frotter au PCF, on débat avec les salariés d'EDF, avec le syndicat Sud et la CGT Mines Énergie. Parce qu'ils vont faire quoi, EELV, quand ils auront signé leur contrat de gouvernement avec le PS et qu'ils auront en face d'eux les salariés des centrales en grève ? Comment ils comptent fermer les réacteurs sans les travailleurs du nucléaire ? Ils vont réquisitionner ?

Quant au référendum que défend le Front de Gauche, précédé d'un grand débat public sur l'énergie, parlons en ! EELV et le NPA nous attaquent continuellement sur cette proposition. Et pourquoi ? De quoi a-t-on peur, là ? De demander son avis au peuple ? On ne peut pas crier à la démocratie réelle avec les Indignés, dénoncer l'opacité du nucléaire, clamer que la population n'a jamais été consultée, dire que le nucléaire est un choix de société qui nous engage toutes et tous, et refuser un tel référendum ! On nous oppose l'argument selon lequel la population a été biberonnée au nucléaire, qu'elle est conditionnée par les médias dominants, et que les gens pourraient faire le mauvais choix ? Décidément, certains ont la mémoire courte quand ça les arrange. Et en 2005, malgré le battage médiatique pour le Oui au référendum, les Français-e-s n'ont-ils pas su s'emparer du débat et n'ont-ils pas voté Non dans leur majorité ?

Un référendum, c'est le seul moyen d'inscrire la sortie du nucléaire dans la Constitution. Et ça tombe bien, le Front de Gauche propose aussi une Assemblée constituante. C'est ça, la Révolution citoyenne. Redonner la parole au peuple, mais pas juste quand ça nous arrange. En lui donnant les moyens de s'exprimer, en prenant le temps d'un débat argumenté où on met tous les scénarios sur la table, où on fait enfin la lumière sur les réalités du nucléaire et des alternatives possibles. Le mouvement de fond a commencé et s'est accéléré avec le drame de Fukushima et le combat contre les gaz et huiles de schiste. Il existe aujourd'hui, un peu partout en France, des collectifs sur la transition énergétique et des associations citoyennes qui sont à même d'animer ces débats. On a toutes les cartes en main pour en faire un beau moment d'éducation populaire, de débat argumenté et de démocratie directe. Nous c'est à ça qu'on travaille, à ça qu'on met notre énergie (sic). Toutes les semaines, en réunions publiques, dans les collectifs, dans les assemblées, les forums et sur les marchés.

... Et pourtant, malgré tout ce boulot de fond qu'on mène sans effets de manche sur le nucléaire, les médias snobent la présence de Martine Billard (PG) et de Christian Piquet (GU) avec de nombreux camarades à la manif de Rennes. Sortir du Nucléaire m'envoie une liste qui ne recense que les présences d'élus-e-s EELV, et ce malgré le communiqué sans ambiguïté du PG. Elisa Martin, Conseillère régionale Rhône Alpes, est privée de parole au Bugey alors que les représentants d'EELV et du NPA ont eux le droit de s'exprimer. Et le « stress test » de Greenpeace juge les positions de Jean Luc Mélenchon « attentistes » quand celles de François Hollande seraient « engagées » sur la réduction de la part du nucléaire en France avec cette phrase : « La France doit faire le même effort que l'Allemagne en 15 ans, soit réduire de 75 à 50% notre dépendance au nucléaire d'ici à 2025. » Et Martine Aubry ? « Engagée » elle aussi avec ça : « Je crois qu'il faut sortir du nucléaire. (...) Il faut être raisonnable : 75% de l'électricité aujourd'hui, c'est le nucléaire. Vous n'allez pas dire du jour au lendemain aux gens : « vous allez vivre avec la bougie ». Il faut aller vers une sortie, et cela peut prendre 20 ou 30 ans. Et pendant ce temps, il faut accroître la part des énergies renouvelables. » Voilà qui est éclatant, en effet. Bravo et merci. (voir ici ma réponse à Greenpeace)

Franchement, ras le bol. A bas les monopoles auto-proclamés sur l'écologie, à bas les affichages de circonstance. La sortie du nucléaire ne se fera pas sans la mobilisation de tou-te-s, chacun ferait bien de s'en souvenir. Et nous, on y travaille. Sans anathèmes, sans tabous, sans invectives. Sérieusement.

MÉLENCHON INTERPELLE LES CANDIDATS DE GAUCHE SUR LE NUCLÉAIRE

Site officiel de la campagne du Front de gauche, www.placeaupeuple2012.fr agrège non seulement les productions des élus, des militants, des sympathisants, mais aussi plus largement des citoyen-ne-s qui tiennent des sites d'information ou des blogs.

En exclusivité pour Marianne 2, Jean-Luc Mélenchon interpelle les candidats de gauche sur le nucléaire.

Cher François Hollande, chère Eva Joly, chère Nathalie Arthaud, cher Philippe Poutou,

La question du recours à l'énergie nucléaire divise la gauche. Cette situation paralyse la réflexion et l'action sur l'enjeu majeur de notre temps pour l'humanité. Car elle fait perdre de vue l'objectif commun : **sortir des énergies carbonées**. Notre génération a le devoir de ne pas se laisser enfermer dans l'impasse actuelle. La catastrophe écologique qui s'avance est sans doute la manifestation la plus terrible de l'aberration à laquelle conduit le mode de développement dominant. Les scientifiques s'accordent pour dire que les énergies carbonées aggravent le changement climatique dans des conditions qui ne tarderont pas à devenir immaîtrisables. Mais nous connaissons aussi les risques et les servitudes liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Nul parmi nous ne les nie. Nous pouvons tous également anticiper la raréfaction puis l'épuisement des ressources en énergies fossiles. Hélas, rien n'est fait pour parer au problème. Alors même que ces processus menacent les conditions de la vie humaine sur Terre, le capital financier qui dicte aujourd'hui sa marche au monde ne se préoccupe que de ses profits à court terme. Il pousse même parfois le cynisme jusqu'à se prévaloir d'un « capitalisme vert » qui amnistierait le productivisme de ses tares. Notre responsabilité est donc immense. Jamais sans doute dans l'histoire, l'humanité toute entière n'a été confrontée à un tel défi. Jamais nous, les héritiers des Lumières et du mouvement ouvrier n'avons été mis au pied du mur de résoudre une aussi grande difficulté. Il n'y a qu'un seul écosystème viable pour tous les êtres humains quelles que soient leurs opinions politiques, qu'ils soient riches ou pauvres. C'est à nous d'incarner une nouvelle fois dans l'histoire l'intérêt général humain, les droits universels. Dans ce contexte, nous ne pouvons-nous contenter d'échanger des anathèmes, de nous admonester mutuellement ou de nous opposer des oukases contradictoires. Nous devons, à mon avis, d'abord chercher ce qui peut unifier la société autour d'un intérêt général. Ce point de convergence c'est, je crois, la nécessité de sortir des énergies carbonées. Il est aujourd'hui partagé par tous. En prenant le problème posé par ce bout, on peut avancer. La question du recours à l'énergie nucléaire s'y ajoute. C'est une réflexion d'ampleur inouïe : proposons à la société tout entière de s'y impliquer. Je n'évacue pas les discussions qui traversent la gauche sur ce point du nucléaire. Elles ont leur noblesse. La force des arguments qui se confrontent est connue. Evitons de faire des dogmes avec des raisonnements. Admettons la loyauté de chacun de ceux qui contribuent à cette discussion et respectons les argumentations. Ma position personnelle à ce sujet est connue. **Je suis favorable à une sortie programmée du nucléaire**. Si je reviens sur cette conviction personnelle c'est précisément parce qu'elle n'est pas partagée au sein du Front de Gauche dont je suis pourtant le candidat commun. En effet, **notre rassemblement regroupe plusieurs points de vue sur ce sujet, à l'image de la gauche et de la France dans son ensemble !** Comment avons-nous surmonté cette difficulté ? Nous avons pris le temps d'échanger nos arguments et de nous écouter. Je vous propose de vous inspirer de notre exemple. Je suggère qu'on en propose autant au pays. Puisque cette question n'a jamais été soumise au peuple lui-même, **faisons le maintenant**. Rendons-le juge du problème à trancher. Proposons un référendum au pays. Un référendum argumenté et informé. Ne demandons pas une réponse émotive ou crispée. Chaque point de vue aurait le devoir de proposer un scénario énergétique complet avec son calendrier d'application et son mode de suivi et d'évaluation des résultats. Ne pouvons-nous nous accorder sur cette idée et la démarche raisonnée qu'elle avance ? Ne serions-nous pas les uns et les autres prêts à nous incliner devant la décision de la volonté populaire ? Notre pays ne sortirait-il pas grandi et mieux informé et donc plus fort après cet exercice de souveraineté populaire ? Je vous propose donc que nous portions cette proposition tous ensemble. Elle est respectueuse des idées de chacun et permet au pays tout entier d'avancer sur la solution d'un problème majeur qui engage son avenir. Cette démarche serait à l'honneur de la gauche et à la hauteur de la responsabilité qui est la nôtre sur un sujet qui touche à l'intérêt général humain. Je vous prie de croire, chers camarades, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jean-Luc Mélenchon Candidat du Front de gauche

NUCLÉAIRE : VITE, UN RÉFÉRENDUM !

Posté le 17 novembre 2011 par Place au Peuple dans Argumentaire, CONVAINCRE, MILITER

Site officiel de la campagne du Front de gauche, www.placeaupeuple2012.fr agrège non seulement les productions des élus, des militants, des sympathisants, mais aussi plus largement des citoyen-ne-s qui tiennent des sites d'information ou des blogs.

“ L'implication populaire permanente ” est l'une des lignes directrices du programme du Front de Gauche. Restaurer la démocratie est aujourd'hui une nécessité tant les grandes décisions sont soustraites au peuple. La politique énergétique n'échappera pas à cette règle. Pour cela, le Front de Gauche créera un pôle 100% public de l'énergie où les salariés et les citoyens seront étroitement associés aux décisions. Dans la même logique, le Front de Gauche initiera un grand débat public national de la politique énergétique en France qui se conclura par un référendum sur l'avenir du nucléaire. La sortie du nucléaire ou le maintien d'un nucléaire sécurisé et public sera alors tranché par le peuple français. Cette revendication démocratique essentielle est combattue par deux courants. D'un côté les tenants du néolibéralisme veulent confier la politique énergétique du pays au marché « libre et non faussé ». Les exemples étrangers montrent les dangers de cette vision. On se souvient de la Californie victime de coupures de courant à répétition parce que les courtiers en électricité comme Enron ont parallèlement encouragé la surconsommation et organisé la pénurie afin de faire monter les cours. De l'autre, les tenants d'un despotisme autoritaire qui verraient la technocratie décider à la place du peuple. Le patron d'EDF, Henri Proglio, en donne une illustration saisissante lorsqu'il tente d'étouffer tout débat public sur la place du nucléaire en privant de publicité les journaux qui lui déplaisent ou en agitant ses ~~---~~ relais au sein même du Bureau national du PS. C'est pourquoi le Front de Gauche avance à la fois le mot d'ordre de nationalisation du secteur, contre les libéraux, et celui de démocratisation par l'organisation du referendum, contre les technos autoritaires. Il est plus étonnant de voir aussi des dirigeants écologistes combattre notre proposition. On a entendu certains d'entre eux dire que cette ne visait qu'à masquer des contradictions internes en notre sein. Il existe en effet des avis divergents au sein du Front de Gauche sur l'avenir du nucléaire. Nous ne l'avons jamais caché. Ce débat traverse toute la gauche et en fin de compte au sein de toute la société française. Comment le résoudre positivement sinon par une méthode transparente et démocratique ? Le choix de la politique énergétique du pays ne peut pas être confié aux marchés financiers ou aux technocrates... mais pas davantage aux négociateurs de circonscriptions électorales ! Le Front de Gauche n'est d'ailleurs pas le seul à avoir avancée la question du référendum puisque Eva Joly s'est déclarée favorable à une telle consultation dans une tribune du 13 mai 2011 publiée par Le Monde. Des dirigeants écologistes refusent le référendum en expliquant que les Français choisiront lors de l'élection présidentielle. Nous voilà encore une fois embarqués dans la logique anti-démocratique de la Ve République ! Les Français sont consultés un fois tous les 5 ans et ce vote pour un seul homme ou une seule femme déciderait de la suite sur tous les sujets ? Lorsque Nicolas Sarkozy a utilisé sa victoire de 2007 pour adopter le Traité de Lisbonne rejeté par le peuple Français en 2005, n'était-ce pas un coup de force ? Il n'est pas vrai que lors de l'élection présidentielle, les Français se prononceront sur tous les sujets et notamment celui du nucléaire. Il faut donc consacrer un temps démocratique pour ce débat. Les opposants au référendum expliquent parfois qu'il ne sert à rien de mettre en œuvre cette consultation puisque son issue est connue d'avance. Pour les uns, le peuple français choisirait largement la sortie du nucléaire après la catastrophe de Fukushima car leur vote serait déterminé par l'émotion. Pour les autres, le “ oui au nucléaire ” l'emporterait largement vu le poids du « lobby nucléaire ». Il faudrait savoir ! En tout cas on voit bien que le résultat de ce référendum n'est pas connu d'avance. Pour peu qu'un vrai débat se tienne, le peuple français est imprévisible. Pour sa part le Front de Gauche n'a pas peur du débat populaire. Il est d'ailleurs surprenant de voir que ceux qui disent qu'un débat populaire avant référendum serait biaisé n'hésitent pas à défendre que ce soit le débat de présidentielle, encore plus biaisé, qui tranche la question ! Il est un autre argument essentiel en faveur le referendum. Les choix énergétiques sont des engagements à très long terme. Une politique énergétique digne de ce nom ne peut être changée à chaque mandature. Le référendum permet de prendre cet engagement pour plusieurs décennies en lui donnant une très grande légitimité démocratique. Notre combat pour le référendum fait le lien entre la maîtrise publique, la souveraineté populaire et la prise en compte du long terme qui est l'horizon de la planification écologique.